



Info_108_ED_2011-12
9 janvier 2012

Les vœux de Nicolas Sarkozy :

« La priorité est de redéfinir le métier enseignant » avec des « contreparties »

Dépêche AEF 160520 du 05-01-2012

Redéfinir le métier d'enseignant avec pour « contrepartie » une revalorisation financière, et consolider l'autonomie des établissements scolaires : telles sont les deux « directions » dans lesquelles « nous devons aller », estime le président de la République, Nicolas Sarkozy jeudi 5 janvier 2012. Il a présenté ses vœux à quelque mille « acteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche » depuis le site du Futuroscope de Poitiers (Vienne). Ces deux « directions » sont à même de répondre selon lui à la perte de « valeurs » et de « repères » que connaît l'école.

« La priorité est de redéfinir le métier enseignant, je vous demande d'y réfléchir. Tout le monde sait ce qu'est un enseignant. Mais quelle est la mission d'un enseignant ? Qu'attendons-nous des enseignants ? Vos missions sont régies par des textes qui n'ont pas été modifiés depuis plus de 60 ans ! ».

« Le point de départ de la démarche devra être sans ambiguïté : l'objectif est de revaloriser le métier de professeur, dont la fonction doit être remise au centre de notre projet de société », poursuit-il.

Contreparties

Selon Nicolas Sarkozy, « ce dont souffrent en premier lieu les enseignants, c'est du décalage entre ce que l'institution leur demande officiellement - à travers ces fameux textes qui remontent aux années 1950 - et la réalité de la société d'aujourd'hui ». « Il faut mettre fin à ce décalage. Cela impliquera de la part des professeurs d'accepter de nouvelles manières de travailler. D'être plus présents dans les établissements. »

Nicolas Sarkozy évoque des « contreparties » à ce « nouvel engagement » des enseignants : « une rémunération augmentée et des conditions de travail différentes », à travers notamment la mise à disposition de « bureaux ». « Cela n'a pas de sens que les enseignants ne disposent pas de bureaux. Cela les condamne au seul contact de la classe ».

Nicolas Sarkozy entend ainsi « aller à l'avenir beaucoup plus loin » que la revalorisation des salaires des enseignants initiée depuis le début de son mandat. Le président rappelle à ce titre la revalorisation à 2 000 euros bruts dont vont bénéficier les salaires des jeunes enseignants à compter du 1er février.

La réforme de l'évaluation : un « premier pas »

Le président conçoit la réforme de l'évaluation des enseignants actuellement menée par Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, et de la Vie associative, comme un « premier pas » vers cette « nouvelle conception du métier de professeur ». Le dispositif actuellement en discussion avec certaines organisations syndicales est « beaucoup plus humain, moins bureaucratique », estime-t-il.

« Je ne vois rien de choquant à ce que l'on confie au chef d'établissement la responsabilité de cette évaluation, à condition que les compétences disciplinaires continuent à être évaluées par l'inspecteur ».

Abordant la seconde direction qu'il souhaite imprimer à l'Éducation nationale, « l'autonomie », Nicolas Sarkozy souligne que « ce n'est pas un objectif en soi ». « C'est un simple moyen pour garantir que les objectifs nationaux de l'école soient réalisés sur tous les points du territoire », tout en réaffirmant le caractère national des programmes et des examens.

Évoquant la « remarquable » expérimentation Éclair, qui permet aux chefs d'établissement de recruter sur profil leurs enseignants, Nicolas Sarkozy estime que celle-ci doit être « méditée ». Cette expérimentation « autorise notamment aux chefs d'établissement de recruter les professeurs (...). Quel meilleur moyen de s'assurer de la cohésion de l'équipe pédagogique ? », interroge-t-il.

« Un diplôme qui ne débouche pas sur un emploi ne mérite pas son nom de diplôme »

Dépêche AEF 160521 du 05-01-2012

« Un diplôme qui ne débouche pas sur un emploi ne mérite pas son nom de diplôme. C'est un mensonge de dire à des étudiants qui s'engagent dans certaines voies qu'ils auront un diplôme s'il ne débouche pas sur une place », déclare Nicolas Sarkozy, président de la République, lors de ses vœux aux personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne), jeudi 5 janvier 2012 à midi, devant un millier de personnes. « Il faut accepter de dire que la première mission de l'école, c'est de préparer à la vie active. Il faut rapprocher l'école et le monde du travail », poursuit-il, dans un discours essentiellement axé sur l'enseignement scolaire et la « nécessaire » redéfinition du métier d'enseignant

« Selon Pôle emploi, 46 % des projets de recrutement étaient considérés comme difficiles en 2007, encore 40 % en 2011, malgré la crise ! », souligne-t-il. « Nous avons apporté une première réponse à ce problème dramatique avec l'instauration d'une nouvelle mission pour les universités, celle de l'orientation et de l'insertion professionnelle de leurs étudiants. Parallèlement, les stages se sont développés et la formation par alternance dans l'enseignement supérieur a crû très considérablement. »

Le président estime que « tout l'effort vers l'excellence » doit « au bout du compte bénéficier à nos enfants, aux étudiants ». « On a eu raison d'ouvrir en grand les portes des lycées et des universités, mais on a eu tort de ne pas les préparer à accueillir tous ces élèves. Ce qui était présenté comme un système ouvert à chacun était en réalité un entonnoir fermé à beaucoup. Ce fut le grand mensonge pour toute une génération. (...) Nous devons accepter de traiter différemment celui qui est différent, adapter la pédagogie à la personnalité de l'élève. »

« Le lieu naturel pour la recherche, c'est l'université »

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, le président esquisse un bilan du quinquennat. « Quatre ans après le vote de la loi LRU, la quasi-totalité des universités sont autonomes ! Je ne sais pas si vous vous rendez compte du bouleversement qui s'est produit. En 2007, le simple mot d'autonomie mettait des milliers de gens dans la rue, lesquels étaient complètement sincères, mais manipulés. Les universités peuvent désormais créer des fondations, recruter selon leurs besoins, devenir propriétaires et même gestionnaires de leur patrimoine. » Il « salue l'extraordinaire dynamisme des présidents d'université et de leurs équipes ».

Le président ajoute : « En matière d'enseignement supérieur et de recherche, la France souffrait d'un retard de moyens financiers que nous nous sommes efforcés de rattraper ». Il rappelle que « le secteur de l'enseignement supérieur a vu sa dotation augmenter de neuf milliards d'euros depuis 2007 », que « les ressources affectées aux universités ont augmenté de 23 % en moyenne » et que « les moyens accordés par l'État ont augmenté en cinq ans deux fois plus que sur les dix années précédentes ». « Ces chiffres, je les dois au pays ! », ajoute-t-il.

Il évoque également « l'immense réorganisation du paysage universitaire qui concerne aussi bien les sites que les disciplines » : « Elle permettra aux universités de renforcer les liens entre recherche et innovation, en s'arrimant davantage à leurs territoires et aux entreprises qui y sont implantées. Le lieu naturel pour la recherche, c'est l'université. »

« De sérieuses raisons d'espérer »

S'agissant des investissements d'avenir, Nicolas Sarkozy rappelle que « les premières vagues d'appels à projets ont suscité un engouement exceptionnel. Plus de 800 projets ont été déposés et 219 ont été sélectionnés. » Il ajoute que « l'excellence a été valorisée sur tout le territoire », citant « la greffe de visage à Amiens, le développement de nouvelles variétés de blé en Auvergne, des matériaux de nouvelle génération à Nantes et des technologies du ferroviaire à Valenciennes ». « Le résultat, c'est que d'ici à cinq ans, nous aurons en France un nombre significatif d'universités de dimension mondiale. »

Ces « changements profonds » lui « donnent de sérieuses raisons d'espérer », poursuit-il, ajoutant que « les déclinistes ont eu tort ». « Depuis 2007, le nombre de décisions d'implantation en France de sièges sociaux de groupes étrangers a été multiplié par trois. Le triplement du crédit impôt recherche a fait de la France le pays le plus attractif d'Europe en matière d'innovation. La France figure à la 2e place des pays européens pour l'accueil des investissements étrangers créateurs d'emplois. La France attire. »

Les réactions

Les réactions des fédérations syndicales

Dépêche AEF 160527 du 05-01-2012

« Ce discours est une plate-forme électoraliste, Nicolas Sarkozy ayant flatté ceux qui veulent plus d'autorité, ceux qui veulent du changement mais aussi ceux qui n'en veulent pas... Avec en sus une dose d'autosatisfaction sur les réformes en cours », relève Patrick Gonthier, secrétaire général de l'Unsa-Éducation, interrogé par AEF jeudi 5 janvier 2012, à l'issue du discours de vœux aux acteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, prononcé par le président de la République depuis le Futuroscope de Poitiers (Vienne). « La feuille de route est déjà déroulée pour le futur ministre de l'Éducation nationale. C'est comme si les mesures étaient arrêtées et qu'il n'y avait pas d'espace pour la discussion. Pour lui, il est acquis que les enseignants travailleront plus. » Le chef de l'État a notamment indiqué que « la priorité est de redéfinir le métier enseignant » avec « des contreparties » : une « rémunération augmentée et des conditions de travail différentes ».

« Je retiens d'abord que le président de la République ne remet pas en cause les suppressions de postes et le non-renouvellement d'un départ à la retraite sur deux », commente Patrick Gonthier. « Nicolas Sarkozy lie les suppressions de postes à une éventuelle revalorisation. Mais la redéfinition des missions évoquée reste un peu floue. Il s'agirait de rester plus longtemps dans l'établissement dans un environnement modifié, notamment avec des bureaux pour que les enseignants reçoivent élèves et familles », poursuit-il. « La grande absente dans ce discours c'est la notion de concertation et du dialogue social. »

Sur le collège et l'individualisation des parcours, Nicolas Sarkozy « a été moins abrupt qu'il a pu l'être dans le passé », selon Patrick Gonthier. « Il a cherché à rassurer d'autres parties de l'électorat en évoquant la 'continuité entre école et collège'. En revanche, dire que 'le collège actuel prépare exclusivement à l'enseignement général' révèle une certaine méconnaissance puisque tel n'est pas le cas », nuance le secrétaire général de l'Unsa-Éducation.

FSU. « Je reste assez méfiante sur les promesses de revalorisation faites par le président, car le même Nicolas Sarkozy les avait déjà formulées en 2007 et les enseignants n'ont jamais rien vu venir pendant le quinquennat », rapporte à AEF Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. « Il nous dit que les décrets de 1950 sont poussiéreux, que le monde a changé... D'accord, c'est vrai, mais au lieu de se demander ce que c'est qu'enseigner aujourd'hui, ce que la société attend de son école, le président évoque des contreparties, notamment un bureau pour les enseignants et l'idée que nous devons travailler plus. Mais que met-on dans le 'travailler plus' ? J'attendais des pistes précises. »

En outre, Nicolas Sarkozy n'a « rien dit sur le travail en équipe » et « pas un mot non plus sur les personnels administratifs, les assistants sociaux, les infirmières scolaires ou les Copsy », relève Bernadette Groison.

La secrétaire générale de la FSU estime également que le chef de l'État « renonce à faire un vrai collège pour tous ». « J'ai lu en creux sa volonté de recréer des paliers d'orientation et je souhaiterais que Nicolas Sarkozy lève l'ambiguïté sur ce point », précise Bernadette Groison.

Enfin, « nous n'avons eu aucune réponse concernant la prise en charge de la difficulté et de l'échec scolaires alors que le chef de l'État ne cesse de dire qu'il en fait sa priorité. Rien non plus sur la formation des enseignants ou sur la mixité scolaire. Au final, j'ai trouvé ce discours très faible », conclut Bernadette Groison.

SGEN-CFDT. « Proposer des bureaux aux enseignants est sans doute un peu optimiste vis-à-vis des finances des collectivités locales », indique à AEF Thierry Cadart, secrétaire général du Sgen-CFDT. « L'augmentation des contraintes sur l'organisation du temps d'enseignement doit se traduire par une contrepartie financière mais aussi par un équilibre dans la charge de travail », rappelle-t-il, précisant que les enseignants peuvent être « plus présents auprès des élèves » en échange de « moins d'heures d'enseignement en face à face dans le temps de service ». Thierry Cadart refuse « un cadre statutaire rigide qui a atteint ses limites » et appelle de ses vœux « de nouvelles garanties ».

Le secrétaire général du Sgen distingue dans le discours du président de la République « des aspects relativement modernes, comme la reconnaissance du métier, les pédagogies différenciées, donner plus à ceux qui ont moins ». Mais ces aspects « sont aussitôt contredits par l'idée de réserver la 6e et la 5e aux apprentissages fondamentaux et la diversification dès la 4e. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Faut-il des filières différentes à partir de la 4e ? Nicolas Sarkozy a manqué de précision. »

Finalement, « le discours présidentiel reste ambigu sur de nombreux points. Il est difficile de savoir comment on peut traduire un discours relativement vague. À moins que le vague ne soit prévu pour laisser la place au dialogue social ? », s'interroge Thierry Cadart.

FNEC-FP-FO. « Le président parle du métier d'enseignant qui s'exerce dans un contexte défini par un statut. Nous, nous défendons ce statut, même s'il peut toujours être amélioré », relève Hubert Raguin,

secrétaire général de la Fneec-FP-FO, absent lors de la cérémonie des vœux, « n'ayant pas reçu d'invitation de l'Élysée ». Nicolas Sarkozy « parle de contreparties à la remise en cause de ce statut. Il y associe d'ailleurs la notion d'autonomie des établissements, très bon outil pour remettre en question le statut national des enseignants, notamment en termes d'obligations de service », poursuit-il. Aussi Hubert Raguin voit-il « un gadget » dans la proposition de doter les enseignants d'un bureau

Le Snesup-FSU dénonce « un discours brutal et provocateur, alliant l'affabulation et l'incohérence »

Dépêche AEF 160588 du 06-01-2012

« Un discours brutal et provocateur, alliant l'affabulation et l'incohérence » : c'est par ces termes que le Snesup-FSU qualifie le discours de Nicolas Sarkozy, président de la République, à l'occasion des vœux aux personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne), jeudi 5 janvier 2012.

« Il n'y a pas de place pour la médiocrité », c'est par ces propos que le président de la République a résumé la ligne de sa politique. Hors d'une supposée excellence, point de salut. Nicolas Sarkozy, non sans contradiction avec sa conception d'une 'école qui ne peut pas tout', notamment concernant le chômage, a réaffirmé une fois de plus sa vision étriquée et utilitariste pour les formations du supérieur en considérant que 'seuls les diplômés menant à l'emploi méritent d'être des diplômés', écrit le Snesup-FSU dans un communiqué.

« Sans prononcer une seule fois le terme de service public, sans s'adresser une seule fois au personnel administratif, le président a tiré un bilan à mille lieux de la réalité dans les établissements d'enseignement supérieur », estime le syndicat. « Alors que l'urgence, utilisée comme argument d'autorité, a été le lot quotidien de la communauté universitaire durant sa mandature, Nicolas Sarkozy s'est fait l'accusateur 'de ceux qui privilégient le court terme au risque de sacrifier l'avenir, quitte à oublier leurs valeurs'. Devant tant d'incohérence et de mystification notamment sur le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche, comment peut-il revendiquer de 'parler vrai'... ? », interroge-t-il.

« De la part de celui qui fait de la sélection arbitraire, du creusement des inégalités et de la mise en concurrence l'essentiel de sa politique pour l'enseignement supérieur et de la recherche, revendiquer 'l'excellence, la justice et l'unité' est indécent. Enfin, ce n'est pas en méprisant une fois de plus la communauté universitaire ou en qualifiant de manipulateurs les organisations qui ont porté la contestation contre la LRU, que l'on construit l'avenir pour le service public d'enseignement supérieur et de la recherche dont le pays a besoin », conclut le Snesup-FSU!

Un président « liquidateur du modèle républicain d'éducation », selon Vincent Peillon

Dépêche AEF 160557 du 06-01-2012

« Alors que l'école française, après cinq ans de présidence Sarkozy et deux législatures de droite, connaît des difficultés sans précédent et les plus mauvais résultats de son histoire, le candidat Sarkozy voudrait restaurer une autorité qu'il a lui même sapée comme président, et revaloriser une profession dont il a tellement dégradé la condition que la France peine aujourd'hui à recruter des professeurs », réagit Vincent Peillon, chargé de l'éducation, de la jeunesse, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que de l'enseignement et la formation professionnels au sein de l'équipe de campagne du candidat socialiste à l'élection présidentielle François Hollande, réagissant aux vœux de Nicolas Sarkozy, président de la République, aux acteurs de l'éducation, jeudi 5 janvier 2012

« Après avoir affaibli et attaqué l'école républicaine comme elle ne l'avait jamais été dans son histoire, la considérant comme une simple variable d'ajustement budgétaire, moquant le savoir, brutalisant les chercheurs, humiliant la laïcité, Nicolas Sarkozy semble vouloir faire son mea culpa », commente Vincent Peillon.

Mais, s'interroge-t-il, « pourquoi croire qu'il fera demain le contraire de ce qu'il a fait hier et qu'il continue à faire aujourd'hui ? ». « D'autant plus qu'à bien entendre ses propos - refus de restaurer les moyens supprimés, volonté de ségrégation précoce des élèves, développement d'une autonomie qui sans moyens ne pourra jamais être pédagogique, on voit se dessiner la véritable philosophie d'un président qui se veut le liquidateur du modèle républicain d'éducation », ajoute-t-il.

« Notre école, surtout après cinq ans d'attaques brutales et désordonnées, a besoin d'une refondation républicaine et d'une grande réforme. Cette refondation suppose non seulement des mots, des vœux, des intentions, mais du respect, de la cohérence et des engagements précis. C'est ce que propose François Hollande autour d'un nouveau contrat entre l'école et la Nation, capable de recréer la confiance et de nous faire retrouver le chemin de la réussite collective », conclut Vincent Peillon!